

**Annexe 45-106A1**  
**Déclaration de placement avec dispense**

**A. Instructions générales**

**1. Instructions de dépôt**

L'émetteur ou le preneur ferme qui est tenu de déposer une déclaration de placement avec dispense et d'acquitter les droits exigibles dépose la déclaration et acquitte les droits comme suit :

- ~~En Colombie-Britannique~~ — au moyen du système BCSC eServices à <http://www.bccsc.bc.ca>. Dans les administrations membres de l'ARMC – au moyen [du service de dépôt électronique de l'ARMC] à [•].
- ~~En Ontario~~ — au moyen du formulaire en ligne disponible à <http://www.osc.gov.on.ca>.
- **Dans tous les autres territoires** – au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) conformément à la Norme canadienne 13-101 sur le *Système électronique de données, d'analyse et de recherche* (SEDAR) le cas échéant, ou autrement à chaque autorité en valeurs mobilières ou agent responsable compétent, selon le cas, aux adresses indiquées à la fin de la présente annexe.

L'émetteur ou le preneur ferme dépose la déclaration dans le territoire du Canada où le placement est effectué. Si ce dernier est fait dans plusieurs territoires, l'émetteur peut exécuter cette obligation en remplissant une seule déclaration, en indiquant tous les souscripteurs ou acquéreurs, et en la déposant dans chacun des territoires concernés. Si le placement est effectué dans plus d'une administration membre de l'ARMC, l'émetteur ou le preneur ferme doit satisfaire à son obligation de déposer la déclaration en déposant une seule déclaration auprès du régulateur en chef, laquelle comporte de l'information sur les souscripteurs ou acquéreurs de toutes les administrations membres de l'ARMC. Un tel dépôt constituera un dépôt sous le régime de la *Loi sur les marchés des capitaux* dans toutes les administrations membres de l'ARMC. [Le fait d'indiquer tous les souscripteurs ou acquéreurs dans une seule déclaration n'a pas d'incidence sur les droits de dépôt.]

Pour établir les droits exigibles dans un territoire donné, on consultera la législation en valeurs mobilières de celui-ci.

**2. Émetteur situé à l'étranger**

L'émetteur situé à l'étranger qui détermine qu'un placement a eu lieu dans une province ou un territoire du Canada inclut des renseignements sur les souscripteurs ou les acquéreurs qui résident dans ce territoire uniquement. Dans le cas d'un placement qui a eu lieu dans une administration membre de l'ARMC, l'émetteur doit inclure des renseignements sur les souscripteurs ou acquéreurs qui résident dans chaque administrations membre de l'ARMC.

### **3. Placements multiples**

L'émetteur peut remplir une seule déclaration pour plusieurs placements ayant lieu dans une période de 10 jours, pourvu qu'elle soit déposée au plus tard 10 jours après la date du premier placement. Toutefois, l'émetteur qui est un fonds d'investissement se prévalant des dispenses prévues au paragraphe 2 de l'article 6.2 de la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus* peut la déposer annuellement, conformément à ce paragraphe.

### **4. Expression « souscripteur » ou « acquéreur »**

Dans la présente annexe, on entend par souscripteur ou acquéreur celui qui a la propriété véritable des titres.

Cependant, si une société de fiducie ou un conseiller inscrit visé au paragraphe *p*) ou *q*) de la définition de l'expression « investisseur qualifié » à l'article 1.1 de la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus* a souscrit ou acquis les titres pour un compte géré sous mandat discrétionnaire, fournir de l'information sur la société de fiducie ou le conseiller inscrit et non sur le propriétaire véritable du compte.

### **5. Expression « émetteur »**

Dans la présente annexe, sauf indication contraire, l'expression « émetteur » englobe les émetteurs qui sont des fonds d'investissement et ceux qui ne le sont pas.

### **6. Émetteurs qui sont des fonds d'investissement**

L'émetteur qui est un fonds d'investissement remplit les rubriques 1 à 3, 6 à 8, 10 et 11 et l'appendice 1 de la présente annexe.

### **7. Entités de placement hypothécaire**

L'émetteur qui est une entité de placement hypothécaire remplit toutes les rubriques pertinentes de la présente annexe, à l'exception de la rubrique 6.

### **8. Langue**

La déclaration doit être déposée en français ou en anglais. Au Québec, l'émetteur ou le preneur ferme doit respecter les obligations et droits linguistiques prescrits par la loi.

### **9. Monnaie**

Tous les montants doivent être en dollars canadiens. Si le placement a été effectué ou qu'une rémunération a été versée dans une monnaie étrangère, convertir le montant en dollars canadiens au taux de change quotidien de la Banque du Canada à midi à la date du placement. Si le placement est effectué à une date où le taux de change quotidien de la

Banque du Canada à midi n'est pas disponible, convertir le montant en dollars canadiens au dernier taux de change de clôture de la Banque du Canada disponible avant la date du placement. Dans le cas d'un fonds d'investissement qui procède au placement permanent de ses titres, convertir le montant en dollars canadiens au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada à midi pour la période de placement visée par la déclaration.

Si la Banque du Canada ne publie plus de taux de change quotidien de midi ni de taux de change de clôture, convertir la monnaie étrangère au taux de change quotidien indicatif unique de celle-ci, de la façon décrite dans chacune des trois situations susmentionnées.

Si le placement n'a pas été fait en dollars canadiens, indiquer la monnaie étrangère à l'alinéa a de la rubrique 7.

#### **10. Date de l'information figurant dans la déclaration**

Sauf indication contraire dans la présente annexe, fournir l'information à la date de fin du placement.

#### **11. Date de constitution**

Comme date de constitution, indiquer la date à laquelle l'émetteur a été constitué ou prorogé. S'il résulte d'un regroupement, d'un arrangement, d'une fusion ou d'une réorganisation, indiquer la date de la dernière opération.

#### **12. Codes des titres**

Lorsque le type de titre doit être indiqué, utiliser les codes suivants :

Code du titre	Type de titre
BND	Obligations
CER	Certificats ( <i>y compris les certificats de titres flux identiques, les certificats de fiducie</i> )
CMS	Actions ordinaires
CVD	Obligations non garanties convertibles
CVN	Billets convertibles
CVP	Actions privilégiées convertibles
DEB	Obligations non garanties
FTS	Actions accréditatives
FTU	Parts accréditatives
LPU	Parts de société en commandite
NOT	Billets ( <i>tous les types sauf les billets convertibles</i> )
OPT	Options
PRS	Actions privilégiées
RTS	Droits

Code du titre	Type de titre
UBS	Unités de titres groupés ( <i>par exemple, une unité composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription</i> )
UNT	Parts ( <i>excluent les unités de titres groupés; incluent les parts de fiducie et d'organismes de placement collectif</i> )
WNT	Bons de souscription
OTH	Autres titres non inclus ci-dessus ( <i>si ce choix est fait, fournir l'information sur le type de titre à l'alinéa d de la rubrique 7</i> )

## B. Expressions utilisées dans l'annexe

1. Pour l'application de la présente annexe, on entend par :

« **client autorisé** » : un client autorisé au sens de la Norme canadienne 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites;

« **émetteur à capital ouvert étranger** » : un émetteur qui répond à l'un des critères suivants :

- a) il a une catégorie de titres inscrite en vertu de l'article 12 de la *Loi de 1934*;
- b) il est tenu de déposer des rapports en vertu du paragraphe d de l'article 15 de cette loi;
- c) il est tenu de fournir de l'information sur l'émetteur et la négociation de ses titres au public, à ses porteurs ou à une autorité en valeurs mobilières, et cette information est rendue publique dans un territoire étranger visé;

« **identifiant pour les entités juridiques** » : le code d'identification unique attribué à la personne, selon le cas :

- a) conformément aux normes établies par le Système d'identifiant international pour les entités juridiques;
- b) qui respecte les normes relatives aux identifiants préalables pour les entités juridiques établies par le Comité de surveillance réglementaire du Système d'identifiant international pour les entités juridiques;

« **profil SEDAR** » : le profil de déposant prévu à l'article 5.1 de la Norme canadienne 13-101 sur le *Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)*;

« **territoire étranger visé** » : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, l'Espagne, la France, Hong Kong, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, la Suède ou la Suisse;

« **titre étranger admissible** » : un titre offert principalement dans un territoire étranger dans le cadre d'un placement de titres dans l'un des cas suivants :

- a) le titre est émis par un émetteur qui réunit les conditions suivantes :

- i) il est constitué ou établi en vertu des lois d'un territoire étranger;
    - ii) il n'est émetteur assujéti dans aucun territoire du Canada;
    - iii) son siège est situé à l'étranger;
    - iv) la majorité des membres de sa haute direction et de ses administrateurs résident ordinairement à l'étranger;
  - b) le titre est émis ou garanti par le gouvernement d'un territoire étranger.
- 2.** Pour l'application de la présente annexe, une personne est reliée à un émetteur ou à un gestionnaire de fonds d'investissement si l'une des deux conditions suivantes s'applique :
- a) l'un des deux est contrôlé par l'autre;
  - b) chacun d'eux est sous le contrôle de la même personne.

**Annexe 45-106A1**  
**Déclaration de placement avec dispense**

**QUICONQUE FOURNIT DE L'INFORMATION FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LA  
PRÉSENTE DÉCLARATION COMMET UNE INFRACTION**

**RUBRIQUE 1 – TYPE DE DÉCLARATION**

Nouvelle déclaration

Déclaration modifiée      Le cas échéant, indiquer la date de dépôt de la déclaration modifiée

(AAAA-MM-JJ)

**RUBRIQUE 2 – PARTIE ATTESTANT LA DÉCLARATION**

*Indiquer la partie qui atteste la déclaration (choisir une seule option). Pour déterminer si un émetteur est un fonds d'investissement, se reporter à l'article 1.1 de la Norme canadienne 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement et à l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement.*

Émetteur qui est un fonds d'investissement

Émetteur (autre qu'un fonds d'investissement)

Preneur ferme

**RUBRIQUE 3 – NOM DE L'ÉMETTEUR ET AUTRES IDENTIFIANTS**

*Donner l'information suivante sur l'émetteur ou si celui-ci est un fonds d'investissement, sur le fonds*

Nom complet

Nom complet précédent

*S'il a changé au cours des 12 derniers mois, donner le plus récent.*

Site Web  (le cas échéant)

*Indiquer ci-dessous l'identifiant pour les entités juridiques de l'émetteur, le cas échéant. Pour la définition de cette expression, se reporter à la partie B des instructions.*

Identifiant pour les entités juridiques

#### RUBRIQUE 4 – RENSEIGNEMENTS SUR LE PRENEUR FERME

Si un preneur ferme remplit la déclaration, indiquer son nom complet et son numéro dans la Base de données nationale d'inscription (BDNI).

Nom complet

N° BDNI de la société  (le cas échéant)

Si le preneur ferme n'a pas de numéro BDNI, indiquer les coordonnées de son siège.

N° et rue

Ville  Province/État

Pays  Code postal

N° de téléphone  Site Web  (le cas échéant)

#### RUBRIQUE 5 – RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉMETTEUR

Ne pas remplir la présente rubrique si l'émetteur est un fonds d'investissement. Passer à la rubrique suivante.

##### a) Secteur d'activité principal

Indiquer le code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) (6 chiffres seulement) qui correspond au secteur d'activité principal de l'émetteur. Pour savoir comment le trouver, utiliser l'**outil de recherche de Statistique Canada**.

Code du SCIAN

Si l'émetteur est dans le **secteur minier**, indiquer le stade d'exploitation. Ceci ne s'applique pas aux émetteurs qui fournissent des services à des émetteurs qui exercent leurs activités dans le secteur minier. Sélectionner la catégorie qui décrit le mieux le stade d'exploitation.

Exploration  Développement  Production

L'activité principale de l'émetteur consiste-t-elle à investir la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs dans l'un ou l'autre des secteurs suivants? Dans l'affirmative, indiquer lesquels.

Hypothécaire  Immobilier  Commercial  Consommation  Sociétés fermées

##### b) Nombre de salariés

Nombre de salariés :  Moins de 50  50 à 99  100 à 499  500 ou plus

##### c) Numéro de profil SEDAR

L'émetteur a-t-il un profil SEDAR?

Non  Oui Dans l'affirmative, indiquer le numéro

Si l'émetteur n'a pas de profil SEDAR, remplir les alinéas d à h de la présente rubrique.

**d) Adresse du siège**

N° et rue	<input type="text"/>	Province/État	<input type="text"/>
Ville	<input type="text"/>	Code postal	<input type="text"/>
Pays	<input type="text"/>	N° de téléphone	<input type="text"/>

**e) Dates de constitution et de clôture de l'exercice**

Date de constitution	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Date de clôture de l'exercice	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	AAAA	MM	JJ		MM	JJ

**f) Qualité d'émetteur assujetti**

L'émetteur est-il émetteur assujetti dans un territoire du Canada?  Non  Oui

Dans l'affirmative, indiquer dans quel(s) territoire(s).

<input type="checkbox"/> Tous	<input type="checkbox"/> AB	<input type="checkbox"/> <del>ARMC</del> BC	<input type="checkbox"/> MB	<input type="checkbox"/> NB	<input type="checkbox"/> NL	<input type="checkbox"/> NT
<input type="checkbox"/> NS	<input type="checkbox"/> NU	<input type="checkbox"/> ON	<input type="checkbox"/> PE	<input type="checkbox"/> QC	<input type="checkbox"/> SK	<input type="checkbox"/> YT

**g) Inscription à la cote**

Indiquer le numéro CUSIP de l'émetteur, le cas échéant (les 6 premiers chiffres seulement)

Numéro CUSIP

Inscrire le nom de toutes les bourses à la cote desquelles les titres de l'émetteur sont inscrits, le cas échéant. N'inscrire que celles ayant approuvé sa demande d'inscription, ce qui exclut, par exemple, les systèmes de négociation automatisés.

Nom des bourses

**h) Taille des actifs de l'émetteur**

Indiquer la taille des actifs de l'émetteur à la clôture de son dernier exercice (\$ CA). Si l'émetteur existe depuis une période moindre qu'un exercice complet, indiquer à combien s'élève ses actifs à la date de fin du placement.

<input type="checkbox"/> Moins de 5 M\$	<input type="checkbox"/> De 5 M\$ à moins de 25 M\$	<input type="checkbox"/> De 25 M\$ à moins de 100 M\$
<input type="checkbox"/> De 100 M\$ à moins de 500 M\$	<input type="checkbox"/> De 500 M\$ à moins de 1 G\$	<input type="checkbox"/> 1 G\$ ou plus



## RUBRIQUE 6 – RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉMETTEUR QUI EST UN FONDS D'INVESTISSEMENT

*Si l'émetteur est un fonds d'investissement, donner les renseignements suivants.*

### a) Renseignements sur le gestionnaire de fonds d'investissement

Nom complet

Numéro BDNI de la société  (le cas échéant)

*Si le gestionnaire de fonds d'investissement n'a pas de numéro BDNI, donner les coordonnées de son siège.*

N° et rue

Ville  Province/État

Pays  Code postal

N° de téléphone  Site Web (le cas échéant)

### b) Type de fonds d'investissement

*Type de fonds d'investissement qui correspond le mieux à l'émetteur (ne cocher qu'une case).*

Marché monétaire     Actions     Revenu fixe

Équilibré     Stratégies alternatives     Autre (préciser):

*Indiquer si les énoncés suivants s'appliquent au fonds d'investissement.*

Il investit principalement dans d'autres fonds d'investissement

Il est un OPCVM<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) sont des fonds d'investissement réglementés par les directives de l'Union européenne (UE) qui permettent aux organismes de placement collectif d'exercer leurs activités dans l'ensemble de l'UE sur la base d'un passeport, avec l'autorisation de l'un des pays membres.

### c) Dates de constitution et de clôture de l'exercice du fonds d'investissement

Date de constitution  AAAA MM JJ    Date de clôture de l'exercice  MM JJ

### d) Qualité d'émetteur assujéti du fonds d'investissement

*Le fonds d'investissement est-il émetteur assujéti dans un territoire du Canada?*  Non  Oui

*Dans l'affirmative, indiquer dans quel(s) territoire(s).*

Tous     AB     BC  
ARMC     MB     NB     NL     NT

NS     NU     ON     PE     QC     SK     YT

**e) Inscription à la cote du fonds d'investissement**

Indiquer le numéro CUSIP du fonds d'investissement, le cas échéant (les 6 premiers chiffres seulement).

Numéro CUSIP

--	--	--	--	--	--

Inscrire le nom de toutes les bourses à la cote desquelles les titres du fonds d'investissement sont inscrits, le cas échéant. N'inscrire que celles ayant approuvé sa demande d'inscription, ce qui exclut, par exemple, les systèmes de négociation automatisés.

Nom des bourses

--	--	--	--

**f) Valeur liquidative du fonds d'investissement**

Indiquer la valeur liquidative du fonds d'investissement à la date du dernier calcul (\$ CA).

Moins de 5 M\$

De 5 M\$ à moins de 25 M\$

De 25 M\$ à moins de 100 M\$

De 100 M\$ à moins de 500 M\$

De 500 M\$ à moins de 1 G\$

1 G\$ ou plus

Date de calcul de la valeur liquidative :

--	--	--

AAAA

MM

JJ

**RUBRIQUE 7 – RENSEIGNEMENTS SUR LE PLACEMENT**

**Si l'émetteur situé à l'étranger effectue un placement dans un territoire du Canada, n'inclure que l'information sur les souscripteurs ou les acquéreurs qui résident dans ce territoire dans la présente rubrique et l'appendice 1. Pour les placements effectués dans les administrations membres de l'ARMC, inclure à la rubrique 7 et à l'appendice 1 l'information sur les souscripteurs ou acquéreurs qui résident dans chaque administration membre de l'ARMC. Ne pas inclure les titres émis en paiement de commissions, y compris les commissions d'intermédiaires, visés à la rubrique 7 et qui devraient être déclarés à la rubrique 8. Rapprocher l'information figurant à la présente rubrique avec celle qui est fournie à l'appendice 1 de la déclaration.**

**a) Monnaie**

Indiquer la monnaie dans laquelle le placement a été effectué. Tous les montants présentés dans la présente déclaration doivent être en dollars canadiens.

Dollars canadiens

Dollars américains

Euro

Autre monnaie (préciser)

--

**b) Date(s) du placement**

Indiquer les dates de début et de fin du placement. Si la déclaration concerne des titres placés à une seule date de placement, indiquer cette date comme dates de début et de fin. Si la déclaration concerne des titres faisant l'objet d'un placement permanent, indiquer les dates de début et de fin de la période de placement visée par la déclaration.

Date de début :

--	--	--

AAAA

MM

JJ

Date de fin :

--	--	--

AAAA

MM

JJ

**c) Renseignements détaillés sur le souscripteur ou l'acquéreur**

Remplir l'appendice 1 de la présente annexe pour chaque souscripteur ou acquéreur et la joindre à la déclaration remplie.

**d) Types des titres placés**

Donner l'information suivante pour tous les placements effectués dans un territoire du Canada, pour chaque titre. Se reporter à la partie A des instructions pour connaître la façon d'indiquer le code du titre. Indiquer les 9 chiffres du numéro CUSIP attribué au titre placé, le cas échéant.

Code du titre	CUSIP (le cas échéant)	Description du titre	Nombre de titres	\$ CA		
				Prix unique ou le plus bas	Prix le plus élevé	Montant total
				-	-	-

**e) Précisions sur les droits et les titres convertibles ou échangeables**

Si des droits (par exemple, bons de souscription, options) ont été placés, donner le prix d'exercice et la date d'expiration pour chacun d'eux. Si des titres convertibles ou échangeables ont été placés, donner le ratio de conversion et décrire toute autre modalité, pour chacun d'eux.

Code du titre	Code du titre sous- jacent	Prix d'exercice (\$ CA)		Date d'expiration (AAAA-MM- JJ)	Ratio de conversion	Décrire les autres modalités (le cas échéant)
		Le plus bas	Le plus élevé			

**f) Résumé du placement par territoire et dispense**

Indiquer le montant total des titres placés en dollars et le nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs pour chaque territoire du Canada et étranger où un souscripteur ou un acquéreur réside et pour chaque dispense invoquée au Canada à l'égard du placement. Toutefois, si un émetteur situé à l'étranger effectue un placement dans un territoire du Canada, indiquer les placements effectués auprès de souscripteurs ou d'acquéreurs situés dans ce territoire seulement. Pour les placements effectués dans les administrations membres de l'ARMC, inclure l'information sur les souscripteurs ou acquéreur qui résident dans chaque administration membre de l'ARMC.

Ce tableau exige une ligne distincte pour ce qui suit : i) chaque territoire où un souscripteur ou un acquéreur réside, ii) chaque dispense invoquée dans le territoire où un souscripteur ou un acquéreur réside, s'il s'agit d'un territoire du Canada, et iii) chaque dispense invoquée au Canada, si le souscripteur ou l'acquéreur réside à l'étranger.

Pour les territoires du Canada, préciser la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays.

Territoire	Dispense invoquée	Nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs	Montant total (\$ CA)
<b>Montant total des titres placés en dollars</b>			
<b>Nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques<sup>2</sup></b>			

<sup>2</sup>Dans le calcul du nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques auprès desquels l'émetteur a placé des titres, ne les compter qu'une seule fois, même s'il a placé auprès d'eux plusieurs types de titres et qu'il s'est prévalu de plusieurs dispenses à cette fin.

**g) Produit net pour le fonds d'investissement par territoire**

Si l'émetteur est un fonds d'investissement, indiquer le produit net pour le fonds d'investissement pour chaque territoire du Canada et étranger où un souscripteur ou un acquéreur réside<sup>3</sup>. Si un émetteur situé à l'étranger effectue un placement dans un territoire du Canada, indiquer le produit net pour ce territoire seulement. Pour les placements effectués dans les administrations membres de l'ARMC, inclure l'information sur le produit net dans chaque administration membre de l'ARMC. Pour les territoires du Canada, préciser la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays.

Territoire	Produit net (\$ CA)
<b>Produit net total pour le fonds d'investissement</b>	

<sup>3</sup>Le « produit net » s'entend du produit brut, réalisé dans le territoire, des placements pour lesquels la présente déclaration est déposée, déduction faite du montant brut des rachats effectués durant la période de placement visée par la déclaration.

**h) Documents relatifs au placement – Le présent paragraphe ne s'applique qu'en Saskatchewan, en Ontario que dans les administrations membres de l'ARMC, au Québec et, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse.**

*Dans le cas d'un placement effectué ~~en Saskatchewan, en Ontario~~ dans une administration membre de l'ARMC, au Québec, au Nouveau-Brunswick ou en Nouvelle-Écosse, indiquer dans le tableau ci-dessous les documents relatifs au placement qui doivent, selon la dispense de prospectus invoquée, être déposés auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable ou lui être transmis.*

*~~En Ontario~~ Dans une administration membre de l'ARMC, si les documents relatifs au placement indiqués dans le tableau doivent être déposés auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario du régulateur en chef ou lui être transmis, joindre une version électronique des documents qui ne l'ont pas déjà été.*

Description	Date du document (AAAA-MM-JJ)	Déjà déposé auprès de l'autorité ou de l'agent responsable ou transmis à celui-ci? (O/N)	Date du dépôt ou de la transmission (AAAA-MM-JJ)
1.			
2.			
3.			

**RUBRIQUE 8 – RENSEIGNEMENTS SUR LA RÉMUNÉRATION**

Donner les renseignements sur chaque personne (au sens de la Norme canadienne 45-106 sur les dispenses de prospectus) à qui l'émetteur verse ou versera directement une rémunération dans le cadre du placement. **Fournir des exemplaires supplémentaires de cette page si plus d'une personne a reçu ou recevra une rémunération.**

Indiquer si une rémunération a été ou sera versée dans le cadre du placement :

Non

Oui

Dans l'affirmative, préciser le nombre de personnes rémunérées.



Valeur de l'ensemble des titres placés à titre de rémunération <sup>4</sup>	<input type="text"/>	Codes des titres	Code du titre 1	Code du titre 2	Code du titre 3
			<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Modalités des bons de souscription, options ou autres droits	<input type="text"/>				
Autre rémunération <sup>5</sup>	<input type="text"/>	Description	<input type="text"/>		
<b>Total de la rémunération versée</b>	<input type="text"/>				
<input type="checkbox"/> Cocher si la personne recevra ou peut recevoir une rémunération différée (décrire les modalités). <input type="text"/>					

<sup>4</sup>Indiquer la valeur de l'ensemble des titres placés à titre de rémunération, à l'exception des options, bons de souscription ou autres droits pouvant être exercés en vue d'acquiescer des titres supplémentaires de l'émetteur. Inscire les codes de tous les titres placés à titre de rémunération, y compris les options, les bons de souscription ou les autres droits pouvant être exercés en vue d'acquiescer des titres supplémentaires de l'émetteur.

<sup>5</sup>Ne pas inclure la rémunération différée.

## RUBRIQUE 9 – ADMINISTRATEURS, MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION ET PROMOTEURS DE L'ÉMETTEUR

**Si l'émetteur est un fonds d'investissement, ne pas remplir la présente rubrique et passer à la rubrique 10.**

Indiquer si l'émetteur correspond à ce qui suit (cocher tout ce qui s'applique) :

- Émetteur assujéti dans un territoire du Canada
- Émetteur à capital ouvert étranger
- Filiale en propriété exclusive d'un émetteur assujéti dans un territoire du Canada<sup>6</sup>  
 Nom de l'émetteur assujéti
- Filiale en propriété exclusive d'un émetteur à capital ouvert étranger<sup>6</sup>  
 Nom de l'émetteur à capital ouvert étranger
- Émetteur qui place des titres étrangers admissibles uniquement auprès de clients autorisés<sup>7</sup>

**Si l'émetteur a coché au moins une case, ne pas remplir les alinéas a à c ci-dessous et passer à la rubrique 10.**

<sup>6</sup>L'émetteur est une filiale en propriété exclusive d'un émetteur assujéti ou d'un émetteur à capital ouvert étranger si tous ses titres comportant droit de vote en circulation, à l'exception de ceux que détiennent ses administrateurs en vertu de la loi, sont sa propriété véritable.

<sup>7</sup>Cocher cette case si elle s'applique au placement en cours, même si l'émetteur a déjà placé d'autres types de titres auprès de clients non autorisés. Se reporter à la définition des expressions « titre étranger admissible » et « client autorisé » au paragraphe 1 de la partie B des instructions.

Cocher cette case si l'émetteur ne correspond à rien de ce qui précède et remplir les alinéas a à c.

**a) Administrateurs, membres de la haute direction et promoteurs de l'émetteur**

Donner les renseignements suivants sur chaque administrateur, membre de la haute direction et promoteur de l'émetteur. Lorsque la personne se trouve au Canada, indiquer la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays. Dans la colonne « Relation avec l'émetteur », inscrire « A » pour « administrateur », « H » pour « membre de la haute direction » et « P » pour « promoteur ».

Nom de l'organisation ou de la société	Nom de famille	Prénom(s)	Établissement de la personne morale ou territoire de résidence de la personne physique	Relation avec l'émetteur (cocher tout ce qui s'applique)		
			Province ou pays	A	H	P

**b) Renseignements sur le promoteur**

Si le promoteur de la liste ci-dessus n'est pas une personne physique, donner les renseignements suivants pour chacun de ses administrateurs et membres de la haute direction. S'ils se trouvent au Canada, indiquer la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays. Dans la colonne « Relation avec le promoteur », inscrire « A » pour « administrateur » et « H » pour « membre de la haute direction ».

Nom de l'organisation ou de la société	Nom de famille	Prénom(s)	Territoire de résidence de la personne physique	Relation avec le promoteur (cocher tout ce qui s'applique)	
			Province ou pays	A	H

**c) Adresse domiciliaire de chaque personne physique**

**Indiquer dans l'appendice 2 l'adresse domiciliaire complète de chaque personne physique dont le nom figure aux alinéas a et b de la présente rubrique et le joindre à la déclaration remplie. L'appendice 2 exige également de l'information sur les personnes participant au contrôle.**

**RUBRIQUE 10 – ATTESTATION**

Donner l'attestation et les coordonnées professionnelles suivantes d'un administrateur ou d'un dirigeant de l'émetteur ou du preneur ferme. Si l'émetteur ou le preneur ferme n'est pas une société par actions, une personne physique qui exerce des fonctions analogues à celles d'un administrateur ou d'un dirigeant peut attester la déclaration. Par exemple, si l'émetteur est une fiducie, la déclaration peut être attestée par ses fiduciaires. S'il est un fonds d'investissement, un administrateur ou un dirigeant du gestionnaire de fonds d'investissement (ou une personne physique qui exerce des fonctions analogues lorsque le gestionnaire de fonds d'investissement n'est pas une société par actions) peut attester la déclaration si le fonds d'investissement l'y a autorisé.

L'attestation ne peut être déléguée à un mandataire ou à une autre personne établissant la déclaration pour le compte de l'émetteur ou du preneur ferme. Si la personne physique qui remplit et dépose la déclaration diffère de celle qui l'atteste, fournir leurs noms et coordonnées à la rubrique 11.

La signature figurant dans la déclaration doit être dactylographiée plutôt que manuscrite. La déclaration peut comprendre une signature électronique pourvu que le nom du signataire soit également dactylographié.

### QUICONQUE FOURNIT DE L'INFORMATION FAUSSE OU TROMPEUSE DANS LA PRÉSENTE DÉCLARATION COMMET UNE INFRACTION

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable :

- j'ai lu et je comprends la présente déclaration;
- tous les renseignements fournis dans la présente déclaration sont véridiques.

Nom complet    
Nom de famille Prénom(s)

Titre

Nom de l'émetteur/preneur ferme/gestionnaire de fonds d'investissement

N° de téléphone  Adresse électronique

Signature  Date     
AAAA MM JJ

### RUBRIQUE 11 – PERSONNE-RESSOURCE

Donner les coordonnées professionnelles de la personne physique avec qui l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut communiquer pour toute question sur le contenu de la présente déclaration s'il ne s'agit pas de celle qui atteste la déclaration à la rubrique 10.

Même personne physique que celle attestant la déclaration

Nom complet   Titre   
Nom de famille Prénom(s)

Nom de la société

N° de téléphone  Adresse électronique

### Avis – Collecte et utilisation des renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir conformément à la présente annexe sont recueillis pour le compte de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en vertu du pouvoir qui lui est conféré et utilisés par lui aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable des territoires où la déclaration est déposée, aux adresses indiquées ci-après.



Les appendices 1 et 2 peuvent contenir les renseignements personnels des personnes physiques et les modalités des placements. Ces renseignements ne seront rendus publics par aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable. Toutefois, les lois sur l'accès à l'information de certains territoires peuvent obliger ceux-ci à les fournir sur demande.

En signant la présente déclaration, l'émetteur/le preneur ferme confirme que chaque personne physique dont le nom figure aux appendices 1 et 2 et qui réside dans un territoire du Canada :

- a) a été avisée par lui : de la transmission à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable des renseignements la concernant qui figurent aux appendices 1 et 2; du fait que ceux-ci sont recueillis par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable en vertu du pouvoir qui lui est conféré et aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières dans le territoire intéressé; du titre, de l'adresse et du numéro de téléphone de l'agent public du territoire intéressé, tels qu'ils figurent dans la présente annexe, qui peut répondre aux questions sur la collecte indirecte des renseignements par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable;
- b) a autorisé la collecte indirecte des renseignements par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable.

**Appendice 1  
Annexe 45-106A1**

**Renseignements confidentiels sur le souscripteur ou l'acquéreur**

**L'appendice 1 doit être déposé sous la forme d'une feuille de calcul Excel présentée d'une manière acceptable pour l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable.**

Les renseignements fournis dans le présent appendice ne seront rendus publics par aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable. Toutefois, les lois sur l'accès à l'information de certains territoires peuvent obliger ceux-ci à les fournir sur demande.

**a) Renseignements généraux (*ne les inclure qu'une seule fois*)**

1. Nom de l'émetteur
2. Date de l'attestation (AAAA-MM-JJ)

*Donner les renseignements suivants sur chaque souscripteur ou acquéreur. Indiquer séparément pour chacun la date du placement, le type de titre placé et la dispense invoquée.*

**b) Nom du souscripteur ou de l'acquéreur**

1. Nom de famille
2. Prénom(s)
3. Nom complet de la personne qui n'est pas une personne physique (*le cas échéant*)

**c) Coordonnées du souscripteur ou de l'acquéreur**

1. Adresse domiciliaire
2. Ville
3. Province/État
4. Code postal
5. Pays
6. Numéro de téléphone
7. Adresse électronique (*le cas échéant*)

**d) Modalités des titres souscrits ou acquis**

1. Date du placement (AAAA-MM-JJ)

2. Nombre de titres
3. Code du titre
4. Montant payé (\$ CA)

**e) Modalités de la dispense invoquée**

1. Numéro de la règle, de l'article, du paragraphe
2. Si l'article 2.3 de la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus* est invoqué, indiquer le numéro du paragraphe de la définition de l'expression « investisseur qualifié » à l'article 1.1 de cette règle qui s'applique au souscripteur ou à l'acquéreur (*n'en indiquer qu'un seul*).
3. Si l'article 2.5 de la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus* est invoqué, donner les renseignements suivants :
  - a. le numéro de l'alinéa du paragraphe 1 de l'article 2.5 qui s'applique au souscripteur ou à l'acquéreur (*n'en indiquer qu'un seul*);
  - b. si les alinéas *b* à *i* de ce paragraphe sont invoqués, indiquer ce qui suit :
    - i. le nom de l'administrateur, du membre de la haute direction, de la personne participant au contrôle ou du fondateur de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui qui estime avoir une relation avec le souscripteur ou l'acquéreur. (*Si l'alinéa a de la rubrique 9 a été rempli, le nom de l'administrateur, du membre de la haute direction ou de la personne participant au contrôle doit correspondre à celui fourni à la rubrique 9 et à l'appendice 2.*)
    - ii. les fonctions de l'administrateur, du membre de la haute direction, de la personne participant au contrôle ou du fondateur de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui qui estime avoir une relation avec le souscripteur ou l'acquéreur.
4. Si le paragraphe 2 ou, dans les administrations membres de l'ARMC, en Alberta, au Nouveau Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, ou au Québec, ou en Saskatchewan, le paragraphe 2.1 de l'article 2.9 [*Notice d'offre*] de la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus* est invoqué et que le souscripteur ou l'acquéreur est un investisseur admissible, indiquer le numéro du paragraphe de la définition de l'expression « investisseur admissible » à l'article 1.1 de cette règle qui s'applique (*n'en indiquer qu'un seul*).

**f) Autres renseignements**

~~En Ontario~~ Dans les administrations membres de l'ARMC, les alinéas 1 et 2 ne s'appliquent si un ou plusieurs des éléments s'appliquent :

- a) *l'émetteur est un émetteur à capital ouvert étranger;*
  - b) *l'émetteur est une filiale en propriété exclusive d'un émetteur à capital ouvert étranger;*
  - c) *l'émetteur place des titres étrangers admissibles uniquement auprès de clients autorisés.*
1. Le souscripteur ou l'acquéreur est-il une personne inscrite? (O/N)
  2. Le souscripteur ou l'acquéreur est-il initié à l'égard de l'émetteur? (O/N) *(ne s'applique pas si l'émetteur est un fonds d'investissement)*
  3. Nom complet de la personne rémunérée pour placer les titres auprès du souscripteur ou de l'acquéreur. *Si elle est une société inscrite, indiquer seulement son numéro BDNI. (Le nom doit correspondre à celui fourni à la rubrique 8.)*

**INSTRUCTIONS POUR L'APPLICATION DE L'APPENDICE 1**

Les titres émis en paiement de commissions, y compris les commissions d'intermédiaires, doivent être indiqués à la rubrique 8 de la déclaration, et non à l'appendice 1.

**Détail de la dispense invoquée** – Indiquer, pour chaque souscripteur ou acquéreur, la loi ou la règle précis de la dispense invoquée, de même que l'article et, s'il y a lieu, le paragraphe ou l'alinéa. Par exemple, l'émetteur qui se prévaut d'une dispense prévue par une règle indiquera le numéro de celui-ci et le paragraphe ou l'alinéa de l'article applicable. Dans le cas où il se prévaut d'une dispense accordée par Ordonnance générale, il indiquera le numéro de l'Ordonnance.

S'il s'agit de dispenses qui prévoient certains critères pour le souscripteur ou l'acquéreur, par exemple celle de l'article 2.3 [*Investisseur qualifié*], de l'article 2.5 [*Parents, amis et partenaires*] ou du paragraphe 2 ou, dans les administrations membres de l'ARMC, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, ou au Québec ou en Saskatchewan, du paragraphe 2.1 de l'article 2.9 [*Notice d'offre*] de la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus*, on précisera également le paragraphe de la définition de ces expressions qui s'applique.

**Déclarations déposées en vertu de l'alinéa j du paragraphe 1 de l'article 6.1 [Placement au moyen d'un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX] de la Norme canadienne 45-106 sur les dispenses de prospectus** – En ce qui concerne les déclarations déposées en vertu de l'alinéa j du paragraphe 1 de l'article 6.1 [Placement au moyen d'un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX] de la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus*, indiquer dans l'appendice 1 le nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs par territoire

uniquement, et non le nom, l'adresse domiciliaire et le numéro de téléphone ou l'adresse électronique de chaque souscripteur ou acquéreur.

**Appendice 2**  
**Annexe 45-106A1**

**Renseignements confidentiels sur l'administrateur, le membre de la haute direction, le promoteur et la personne participant au contrôle**

**L'appendice 2 doit être déposé sous la forme d'une feuille de calcul Excel présentée de manière acceptable pour l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable.**

Ne donner les renseignements suivants que si l'alinéa a de la rubrique 9 a été rempli. **Le présent appendice exige également des renseignements sur les personnes participant au contrôle de l'émetteur au moment du placement.**

Les renseignements fournis dans le présent appendice ne seront rendus publics par aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable. Toutefois, les lois sur l'accès à l'information peuvent obliger ceux-ci à les fournir sur demande.

**a) Renseignements généraux (*ne les inclure qu'une seule fois*)**

1. Nom de l'émetteur
2. Date de l'attestation (AAAA-MM-JJ)

**b) Coordonnées professionnelles du chef de la direction (*si elles ne figurent pas à la rubrique 10 ou 11 de la déclaration*)**

1. Adresse électronique
2. Numéro de téléphone

**c) Adresse domiciliaire des administrateurs, membres de la haute direction, promoteurs et personnes participant au contrôle de l'émetteur**

*Donner les renseignements suivants sur chaque administrateur, membre de la haute direction, promoteur ou personne participant au contrôle de l'émetteur au moment du placement. Si le promoteur ou la personne participant au contrôle n'est pas une personne physique, fournir les renseignements pour chacun de ses administrateurs et membres de la haute direction. (Les noms doivent correspondre à ceux indiqués à la rubrique 9 de la déclaration, le cas échéant.)*

1. Nom de famille
2. Prénom(s)
3. Adresse domiciliaire
4. Ville
5. Province/État

6. Code postal
7. Pays
8. Indiquer si la personne physique est une personne participant au contrôle ou un administrateur ou un membre de la haute direction de celle-ci (*le cas échéant*).

**d) Personnes participant au contrôle qui ne sont pas des personnes physiques (*le cas échéant*)**

*Si la personne participant au contrôle n'est pas une personne physique, donner les renseignements suivants. Si elle se trouve au Canada, indiquer la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays.*

1. Nom de l'organisation ou de la société
2. Province ou pays de l'établissement

**Questions :**

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des autorités suivantes :

**Alberta Securities Commission**

250, rue 5<sup>th</sup> S.-O., bureau 600  
Calgary (Alberta) T2P 0R4  
Téléphone : 403-297-6454  
Sans frais au Canada : 1-877-355-0585  
Télécopieur : 403-297-2082

**Autorité de réglementation des marchés des capitaux (Colombie-Britannique)**

**British Columbia Securities Commission**

C.P. 10142, Pacific Centre  
701, rue Georgia O.  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2  
Demandes de renseignements : 604-899-6854  
Sans frais au Canada : 1-800-373-6393  
Télécopieur : 604-899-6581  
Courriel : [inquiries@bcsc.bc.ca](mailto:inquiries@bcsc.bc.ca)

**Commission des valeurs mobilières du Manitoba**

400, av. St. Mary, bureau 500  
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5  
Téléphone : 204-945-2548  
Sans frais au Manitoba : 1-800-655-5244  
Télécopieur : 204-945-0330

**Autorité de réglementation des marchés des capitaux Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)**

85, rue Charlotte, bureau 300  
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2  
Téléphone : 506-658-3060  
Sans frais au Canada : 1-866-933-2222  
Télécopieur : 506-658-3059  
Courriel : [info@fnb.ca](mailto:info@fnb.ca)

**Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador  
Financial Services Regulation Division**

C.P. 8700  
Confederation Building  
2<sup>e</sup> étage, West Block  
Prom. Prince Philip  
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6  
À l'attention du Director of Securities  
Téléphone : 709-729-4189  
Télécopieur : 709-729-6187



**Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest  
Bureau du surintendant des valeurs mobilières**

C.P. 1320  
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9  
À l'attention du Deputy Superintendent, Legal & Enforcement  
Téléphone : 867-920-8984  
Télécopieur : 867-873-0243

**Nova Scotia Securities Commission**

5251, rue Duke, bureau 400  
Duke Tower  
C.P. 458  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8  
Téléphone : 902-424-7768  
Télécopieur : 902-424-4625

**Gouvernement du Nunavut  
Ministère de la Justice**

Legal Registries Division  
C.P. 1000, succ. 570  
Brown Building, 1<sup>er</sup> étage  
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0  
Téléphone : 867-975-6590  
Télécopieur : 867-975-6594

**Autorité de réglementation des marchés des capitaux Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (Ontario)**

20, rue Queen O., 22<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Téléphone : 416-593-8314  
Sans frais au Canada : 1-877-785-1555  
Télécopieur : 416-593-8122  
Courriel : [•] [exemptmarketfilings@osc.gov.on.ca](mailto:exemptmarketfilings@osc.gov.on.ca)  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements :  
agent de renseignements

**Autorité de réglementation des marchés des capitaux (Île-du-Prince-Édouard)  
Prince Edward Island Securities Office**

95, rue Rochford, 4<sup>e</sup> étage  
C.P. 2000  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8  
Téléphone : 902-368-4569  
Télécopieur : 902-368-5283  
Courriel : [•]

**Autorité des marchés financiers**

800, rue Square-Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514-395-0337 ou 1 877 525-0337  
Télécopieur : 514-873-6155 (dépôts seulement)

Télécopieur : 514-864-6381 (demandes confidentielles seulement)

Courriel : financementdessocietes@lautorite.qc.ca (pour les émetteurs qui sont des sociétés par actions); fonds\_dinvestissement@lautorite.qc.ca (pour les émetteurs qui sont des fonds d'investissement)

**Autorité de réglementation des marchés des capitaux** ~~Financial and Consumer Affairs Authority of (Saskatchewan)~~

1919, prom. Saskatchewan, bureau 601

Regina (Saskatchewan) S4P 4H2

Téléphone : 306-787-5879

Télécopieur : 306-787-5899

Courriel : [•]

**Autorité de réglementation des marchés des capitaux (Yukon)**

**Gouvernement du Yukon**

**Ministère des Services communautaires**

307, rue Black

Whitehorse (Yukon) Y1A 2N1

Téléphone- : 867-667-5466

Télécopieur- : 867-393-6251

Courriel : [•]

Law Centre, 3<sup>e</sup> étage

2130, rue Second

Whitehorse (Yukon) Y1A 5H6

Téléphone : 867-667-5314

Télécopieur : 867-393-6251